

Entrevue avec le journal *Rouge*, parue le 31 octobre 2008

Question *Qu'est-ce qui est à l'origine de la crise actuelle ?*

Réponse Toute réflexion sur la crise dans les économies capitalistes part de la constatation de leur division en deux grands groupes sociaux, les propriétaires des moyens de production et ceux qui leur vendent leur force de travail. Le partage du produit dépend du rapport de force entre ces deux groupes, mais il est certain que ce qui revient aux capitalistes va bien au-delà de leurs besoins, y compris de biens de luxe. L'excédent sert à l'acquisition de nouveaux moyens de production ou à l'entretien de ceux qui existent déjà. Il n'y a aucune raison pour qu'il soit complètement utilisé. S'il ne l'est pas, il y a surproduction, une partie du produit ne trouvant pas acquéreur – les travailleurs n'ayant pas les moyens de les acheter, les capitalistes n'étant pas motivés pour le faire. Une telle situation ne peut cependant durer. Pour la théorie économique dominante – qui ne parle pas évidemment de travailleurs et de capitalistes, mais de consommation et d'investissement – la correction devrait se faire par l'ajustement des prix. Il suffirait qu'ils baissent suffisamment pour qu'ils trouvent preneur. C'est la fameuse « flexibilité ». L'ennui c'est que la baisse des prix – à commencer par celui du travail, le salaire – entraîne celle de la demande de biens, et accentue en fait la tendance à la surproduction.

Question *Quel rôle alors pour la finance ?*

Réponse Pour contrecarrer cette tendance, il faut que la part du produit non consommée par les travailleurs, ni utilisée comme moyen de production par les capitalistes, soit achetée par quelqu'un. La consommation de biens de luxe par les capitalistes ne suffit pas. C'est alors qu'intervient la finance, qui permet de prêter l'excédent de revenu à ceux à qui il fait défaut – le but étant de prélever sur leur travail futur. Bien entendu, ce « prêt » n'est ni direct, ni conscient. Il se fait à travers les méandres du système financier. Prenons le cas des « subprime ». Si on avait dit de façon claire que les prêts étaient destinés à des personnes non solvables, comme on l'explique partout maintenant, il est évident que personne ou presque n'aurait accepté de faire ces prêts. Il est fascinant de voir comment la très grande majorité des financiers s'étaient pris au jeu, chacun croyant que les innovations financières permettaient, enfin, de disperser le risque de sorte qu'il devenait possible d'obtenir des rendements élevés pendant des périodes prolongées. Le miracle de la multiplication des pains. La crise venue, les

mêmes dénoncent les égarements de certains d'entre eux ou critiquent les autorités de régulation, qui n'auraient pas fait correctement leur travail. Il faudrait donc distinguer entre les forces saines, la grande majorité, et les autres. Ce qui est absurde, puisque ceux qui sont montrés du doigt sont indispensables au fonctionnement du système. Ils permettent la résolution provisoire de ses contradictions, quitte à les exacerber au moment de la crise.

Question *Que peut-on dire de la situation actuelle ?*

Réponse Depuis une vingtaine d'années, on a assisté à une succession de bulles et de krachs boursiers. La tendance à la surproduction était présente, mais ses effets ont été contenus. A chaque fois, les contractions de la production ont été limitées. Elles n'ont pas empêché la montée des inégalités, qui ont atteint un niveau jamais vu depuis les années ayant précédé la crise des années 1930. Le secteur financier, qui vit de l'excédent du produit tout en permettant de l'écouler, a beaucoup grossi pendant cette période. Il a maintenant commencé à s'effondrer, entraînant avec lui d'autres secteurs, la surproduction devenant de plus en plus apparente. La contraction devrait être bien plus sévère que les précédentes, le système bancaire étant ébranlé comme il l'a rarement été. Il est impossible de prévoir où cela va s'arrêter, ni comment se fera la reprise. Mais il est certain que ce genre de cycle reprendra, avec son cortège de souffrances et de dégâts. Du moins, tant que le capitalisme existera.